

[EN CLAIR]

LES DÉFIS POSÉS PAR L'INTÉGRATION DES ULTRA-
ORTHODOXES DANS L'ARMÉE ISRAËLIENNE : ENTRE
COHÉSION NATIONALE ET TENSIONS COMMUNAUTAIRES



Par Audessa Culieras

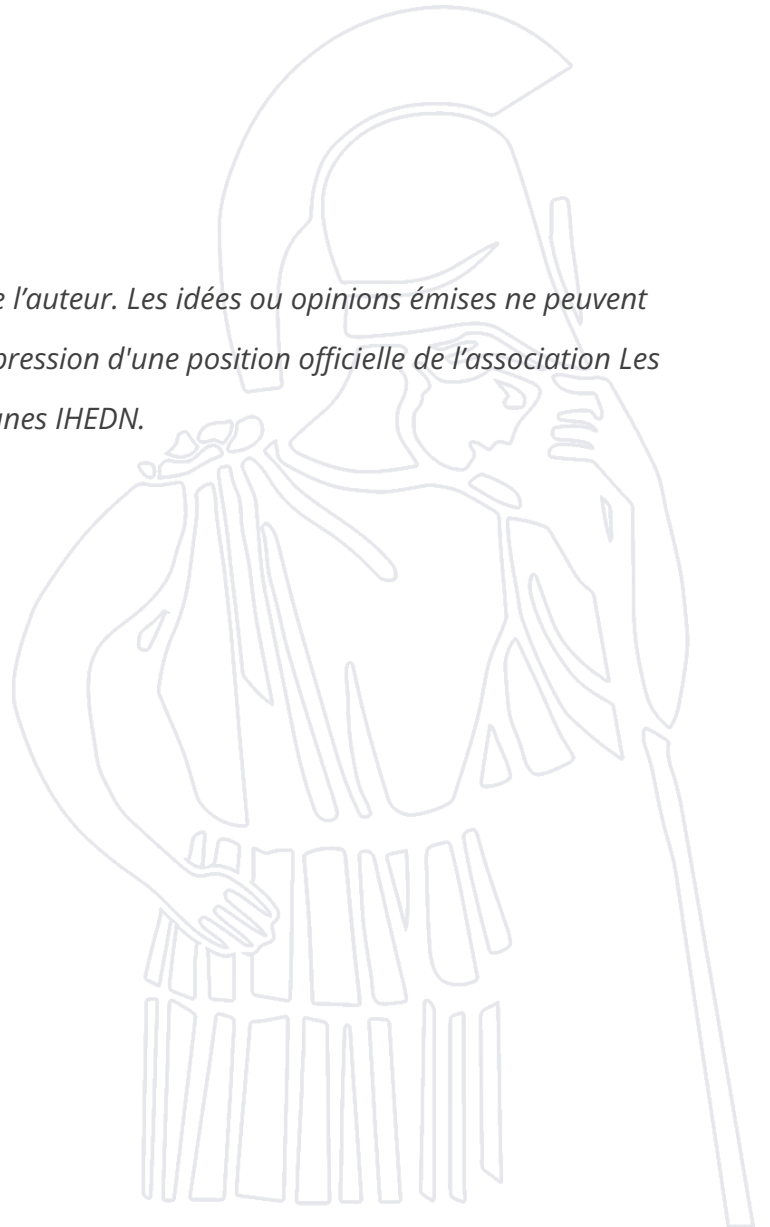
À PROPOS DE L'ARTICLE

L'intégration des ultra-orthodoxes dans l'armée israélienne est un défi complexe qui illustre les tensions entre cohésion nationale et pluralité communautaire. Si la conscription obligatoire peut renforcer l'unité et l'égalité des citoyens devant le service militaire, elle soulève aussi des résistances culturelles, sociales et politiques majeures. La création et le développement d'unités spécifiques comme le bataillon Netzah Yehuda et la brigade Hashmonaim montrent que Tsahal cherche à concilier les exigences militaires avec le respect des particularités religieuses ultra-orthodoxes.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Audessa Culieras est actuellement étudiante à Sciences Po Aix. Membre du comité Moyen-Orient et Monde Arabe, elle s'intéresse particulièrement aux communautés juives ultra-orthodoxes dans le cadre de son mémoire, ainsi qu'aux dynamiques politiques et religieuses du Moyen-Orient.

Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.



La conscription militaire en Israël existe depuis la création de l'État en 1948 et concerne la majorité des citoyens juifs, hommes et femmes, à partir de 18 ans. Le service est actuellement de 32 à 36 mois pour les hommes et de 21 à 24 mois pour les femmes, avec des variations selon les lois récentes et les besoins militaires. L'exemption du service militaire pour les juifs ultra-orthodoxes en Israël a une histoire complexe, enracinée dans les fondements mêmes de l'État hébreu. En 1948, David Ben Gourion, premier ministre d'Israël, a accordé une exemption à environ 400 jeunes hommes ultra-orthodoxes pour leur permettre de se consacrer à l'étude des textes sacrés du judaïsme, en échange de leur soutien religieux et politique au nouveau gouvernement. Cette exemption, bien que non inscrite dans la loi, a été maintenue par des décrets successifs, permettant aux Haredim de bénéficier d'un sursis militaire renouvelable. Lorsque le 7 octobre 2023, le Hamas lance l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » contre Israël, l'État hébreu peine à se défendre, surpris par l'ampleur d'une telle attaque. Néanmoins, la réponse ne tarde pas à être mise en place. Ainsi, dès le 10 octobre 2023, le gouvernement de Netanyahu VI, 37^e gouvernement d'Israël, approuve l'appel de 360 000 réservistes supplémentaires, doublant ainsi le nombre de réservistes déployés¹. Dans un pays de neuf millions d'habitants, cela représente 4 % de la population en armes ; il s'agit d'un appel inédit à la réserve israélienne, illustrant également un nombre de réservistes très important. Par exemple, en novembre 2023, le nombre de réserviste en France s'élevait à 40 000², soit un nombre proportionnellement inférieur à celui d'Israël. Or, si le taux d'engagement, qu'il soit actif ou de réserve, au sein de Tsaahal est très important, il masque une réalité plus contrastée, notamment en termes de mobilisation selon le milieu d'origine des citoyens. Ainsi, les juifs ultra-orthodoxes³ (Haredim) représentent une petite fraction des conscrits, avec environ 2 000 à 3 000 Haredim servant dans l'armée, soit moins de 2 % du total

¹ ZITUN, Yoav, et MORZN Azulay. « Ministers approve doubling reserve troop deployment ». Ynet news [en ligne], 10 octobre 2023 [consulté le 16.04.2025]. Disponible sur : <https://www.ynetnews.com/article/skourymwp>.

² DELAUNEY, Antoine. « La réserve des armées, pivot des forces morales de la Nation ». IHEDN, [en ligne], 27 novembre 2023 [consulté le 16.04.2025]. Disponible sur : <https://ihedn.fr/notre-selection/la-reserve-des-armees-pivot-des-forces-morales-de-la-nation/>.

³ Les Haredim, également connus sous le nom de Juifs ultra-orthodoxes, sont des groupes du judaïsme orthodoxe qui adhèrent rigoureusement à la loi religieuse juive et se séparent à la fois de la société païenne et des Juifs qui ne suivent pas la loi religieuse de manière aussi stricte. Le terme Haredim se traduit en hébreu par « ceux qui tremblent » en présence de Dieu, ce qui reflète leur crainte de Dieu.

annuel de 160 000 conscrits en Israël⁴, alors que la communauté représentait 14 %⁵ de la population israélienne totale en 2024, avec une projection à 16 %⁶ d'ici 2030. Cet écart d'engagement entre juifs ultra-orthodoxes et citoyens israéliens au sein de Tsahal a ouvert la voie à la remise en cause de leur exemption militaire, en pleine guerre et alors que l'armée israélienne cherche à enrôler de plus en plus de personnes afin de subvenir à ses besoins.

L'exemption militaire des Haredim

Exemptés de service militaire depuis la création de l'État d'Israël, le nombre de juifs ultra-orthodoxes a explosé, atteignant environ 66 000 hommes en âge de servir, soit une proportion significative de la population juive israélienne. Cette exemption n'a jamais été inscrite dans la loi, au départ décision administrative sous le premier ministre David Ben Gourion, elle a été poursuivie par des décrets ministériels et instructions internes au gouvernement, puis mise en place de facto par les autorités israéliennes. Parallèlement, le poids politique des Haredim s'est renforcé, notamment par le biais de partis comme *Yahadut HaTorah*, *Shass* ou *Degel HaTorah*, qui ont souvent joué un rôle clé dans la formation des coalitions gouvernementales. En échange de leur soutien, ces partis ont obtenu le maintien de l'exemption du service militaire pour les hommes consacrant leur vie à l'étude de la Torah, ainsi que des financements publics importants pour leurs institutions. Pour illustrer l'enjeu du soutien des juifs ultra-orthodoxes au gouvernement israélien, il est possible de prendre l'exemple de 2018. Cette année, le gouvernement de Benjamin Netanyahu a failli s'effondrer à cause d'un projet de loi visant à limiter l'exemption militaire pour les ultra-orthodoxes. Les partis religieux (*Shass* et *Yahadut HaTorah*) ont menacé de quitter la coalition si la loi passait sans protection pour leurs

⁴ SOKOL, Sam. « Plus de soldats Haredi et de sanctions en cas de refus de servir, annonce un haut gradé ». Times of Israël [en ligne], 7 janvier 2025 [consulté le 16.04.2025]. Disponible sur : <https://fr.timesofisrael.com/tsahal-va-considerable-augmenter-le-nombre-des-haredim-enroles-predit-un-officier-superieur/>.

⁵ MALACH, Gilad, et CAHANER, Lee. « Annual Statistical Report on Ultra-Orthodox (Haredi) Society in Israel ». Israely Democracy Institute [en ligne], 19 février 2025 [consulté le 16.04.2025]. Disponible sur : <https://en.idi.org.il/media/27532/idi-annual-statistical-report-on-haredi-society-2024.pdf>.

⁶ Ibid

étudiants. Résultat : Netanyahu a dû geler la réforme pour éviter de perdre sa majorité et provoquer des élections anticipées.

En juin 2024, la Cour suprême israélienne a mis fin à l'exemption quasi automatique des étudiants ultra-orthodoxes du service militaire, affirmant le principe d'égalité devant la loi⁷. Cette décision, prise dans un contexte de guerre à Gaza et de forte croissance démographique Haredim, a suscité une vive opposition au sein de la communauté ultra-orthodoxe et de ses partis politiques, qui ont menacé de quitter la coalition gouvernementale en signe de protestation.

Malgré les capacités annoncées par Tsaahal d'intégrer jusqu'à 4 800 Haredim en 2024 et 5 700 en 2025, la réalité est beaucoup plus contrastée. Sur les milliers d'ordres de mobilisation envoyés, seuls quelques centaines se sont effectivement présentés : par exemple, sur 3 000 ordres émis en 2024, seulement 461 ultra-orthodoxes se sont présentés aux centres d'incorporation⁸. Cette faible mobilisation a conduit l'armée à émettre plus de 1 200 mandats d'arrêt contre des réfractaires au service militaire.

La sacralité de l'étude de la Bible pour les ultra-orthodoxes

Pour les ultra-orthodoxes, l'étude de la Torah, comprenant la Bible hébraïque (la Torah écrite) ainsi que la Torah orale, est une obligation religieuse fondamentale et un acte sacré. Cette pratique est au cœur de leur identité spirituelle et communautaire. Selon la tradition juive, l'étude constante de la Torah est un commandement biblique, inscrit notamment dans le Deutéronome (6 :7) : « *Tu les inculqueras à tes enfants, tu en parleras quand tu seras chez toi, quand tu iras en voyage, quand tu te coucheras et quand tu te lèveras* ».

⁷ « Les étudiants ultra-orthodoxes israéliens ne seront plus exemptés de service militaire ». Euronews [en ligne], 25 juin 2024 [consulté le 16.04.2025]. Disponible sur : <https://fr.euronews.com/2024/06/25/les-etudiants-ultra-orthodoxes-israeliens-ne-seront-plus-exemptes-de-service-militaire>.

⁸ « Seuls 461 ultra-orthodoxes se sont présentés sur les 3 000 mobilisés par l'armée israélienne ». i24news [en ligne] 3 février 2025 [consulté le 16.04.2025]. Disponible sur : <https://www.i24news.tv/fr/actu/israel/societe/artc-seuls-461-ultra-orthodoxes-se-sont-presentes-sur-les-3-000-mobilises-par-l-armee-israelienne>.

Les rabbins ont interprété ce verset comme une injonction à une étude continue, qui doit rythmer la vie quotidienne.

Dans la pensée ultra-orthodoxe, l'étude de la Torah est considérée comme un service divin supérieur à toute autre forme d'engagement, y compris le service militaire ou le travail. Cette vision repose sur l'idée que la survie spirituelle du peuple juif dépend de la transmission et de la compréhension des textes sacrés. Les étudiants en yeshiva⁹ consacrent donc leur vie entière à cette activité, qui est perçue comme une forme de protection spirituelle pour la nation. Comme le souligne le sociologue israélien Samuel Heilman dans son ouvrage *Defenders of the Faith*¹⁰, « pour les Haredim, l'étude de la Torah est non seulement un devoir religieux, mais aussi un mode de vie qui structure leur rapport au temps, à la société et à l'État ».

Les défis actuels de l'intégration militaire

La situation a récemment évolué avec la décision de la Cour suprême israélienne en juin 2024, mettant fin à l'exemption générale des ultra-orthodoxes en ordonnant leur conscription obligatoire. Cette décision a provoqué une vive contestation au sein de la communauté Haredim, avec des manifestations massives. Leur intégration dans l'armée pourrait non seulement favoriser leur inclusion sociale, mais aussi réduire les tensions avec la population laïque, qui perçoit cette dispense comme un privilège injustifié. L'armée israélienne a reçu pour mission de recruter plusieurs milliers d'Haredim supplémentaires, ce qui représente un défi logistique et culturel considérable. En effet, l'intégration des ultra-orthodoxes dans l'armée pose plusieurs difficultés.

Tout d'abord, cela pose un problème d'ordre culturel et religieux. L'armée est perçue comme un environnement violent, nationaliste et mixte, incompatible avec les valeurs ultra-orthodoxes. Le service militaire est aussi un rite de passage social pour la majorité

⁹ Une yeshiva est une école juive consacrée à l'étude du Talmud et des textes religieux connexes qui ont défini et réglementé la vie religieuse juive pendant des siècles.

¹⁰ HEILMAN, Samuel. *Defenders of the Faith*. Schocken, 1992 p.168 - 177

des Israéliens, mais il est rejeté par les Haredim qui préfèrent se consacrer à l'étude religieuse.

Il existe également des problématiques d'ordre politique : les partis ultra-orthodoxes restent des acteurs influents dans la *Knesset*¹¹, et leur opposition à la conscription crée des fractures au sein du gouvernement et de la société israélienne. La question militaire est un révélateur des divisions plus larges sur l'identité nationale et le rôle de la religion dans l'État.

La conscription obligatoire des ultra-orthodoxes est un enjeu de cohésion nationale. D'un côté, elle vise à renforcer l'unité en soumettant tous les citoyens aux mêmes obligations, ce qui est perçu comme un facteur d'intégration et de solidarité nationale. De l'autre, elle ravive des tensions communautaires profondes, notamment dans un contexte de guerre à Gaza et de menaces sécuritaires multiples, où la société israélienne est déjà fragilisée par des divisions politiques et sociales.

Le ressentiment est palpable parmi les Israéliens laïques, qui doivent accomplir un service militaire souvent risqué, tandis que les ultra-orthodoxes étaient jusqu'à présent exemptés. Cette situation est d'autant plus sensible que la communauté Haredim bénéficie d'aides sociales financées par les impôts. La montée en puissance politique des ultra-orthodoxes, alliés au gouvernement de Benjamin Netanyahu, ajoute une dimension conflictuelle, certains accusant ces partis d'influencer la politique de défense et la gestion des conflits, notamment à Gaza.

¹¹ La Knesset est le parlement monocaméral et l'autorité suprême d'Israël. Elle compte 120 membres élus tous les quatre ans selon un système de représentation proportionnelle. Les électeurs, qui doivent être âgés de 18 ans ou plus, choisissent sur des listes nationales de candidats proposés par des partis et des groupes politiques.

La perspective d'ouverture de l'intégration des juifs ultra-orthodoxes dans Tsahal

Néanmoins, face à ces difficultés, le bataillon *Netzah Yehuda*¹² fait cas d'école. Face aux difficultés d'intégration des juifs ultra-orthodoxes dans l'armée classique (refus des rabbins d'accepter l'enrôlement des jeunes, difficultés pour suivre les prescriptions religieuses strictes de la Torah, etc.) il a été créé en 1999 et constitue une unité spécialement conçue pour accueillir des soldats Haredim. Encore à ce jour, ce bataillon est exclusivement masculin, sans femmes, conformément aux prescriptions religieuses, et propose un service militaire adapté aux exigences religieuses strictes de ses membres.

De ce fait, le bataillon *Netzah Yehuda* offre des aménagements spécifiques, comme des repas spécifiquement adaptés au régime alimentaire des juifs ultra-orthodoxes respectant de manière plus strictes les lois de la Kashrout¹³, des horaires adaptés aux prières et une stricte séparation des sexes. Après deux ans de service, les soldats peuvent consacrer une troisième année à la poursuite d'études secondaires et à une formation professionnelle, ce qui diffère du service classique de trois ans. Ces dispositions ont pour vocation à rendre l'enrôlement des juifs ultra-orthodoxes plus simple pour ces derniers, et ainsi, d'attirer ceux concernés par le service militaire et la conscription dans les rangs de Tsahal.

Plus récemment, en mars 2025, Tsahal a inauguré la brigade *Hashmonaim*¹⁴, la première unité de combat entièrement ultra-orthodoxe. Cette brigade illustre une nouvelle étape dans l'intégration des Haredim, avec une cérémonie de prestation de serment adaptée aux sensibilités religieuses (séparation des sexes, chants religieux) et des règles strictes :

¹² BASSIST, Rina. « Au sein du bataillon Netzah Yehuda, l'unité de l'armée israélienne se prépare aux sanctions américaines ». *Al Monitor* [en ligne], 22 avril 2024 [consulté le 16.04.2025]. Disponible sur : <https://www.al-monitor.com/fr/originals/2024/04/au-sein-du-bataillon-netzah-yehuda-lunite-de-larmee-israelienne-se-prepare-aux>.

¹³ La kashrout (ou cacherout) est l'ensemble des règles alimentaires prescrites par la loi juive, issues principalement de la Torah, qui déterminent quels aliments sont permis (« casher ») ou interdits à la consommation pour les Juifs.

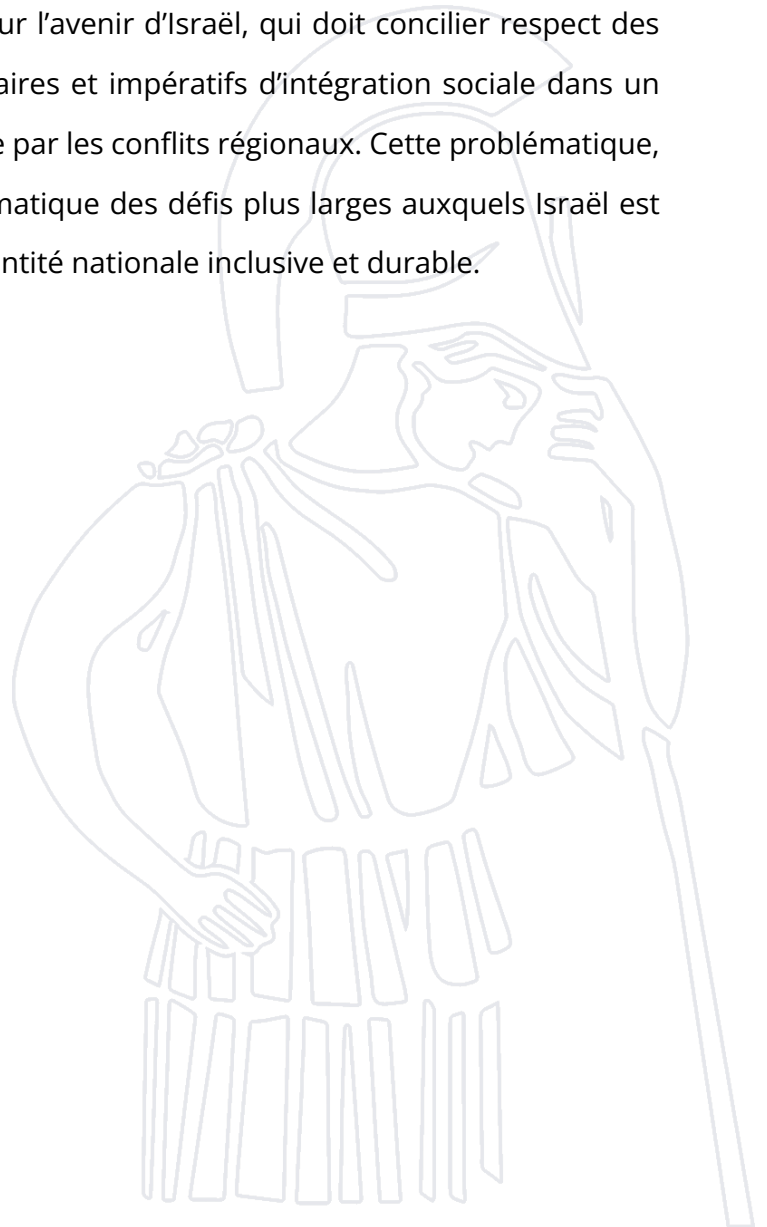
¹⁴ « Poursuivant "la voie des Maccabées", Tsahal inaugure la première brigade de combat ultra-orthodoxe ». *All Israel* [en ligne], 1er mars 2025 [consulté le 16.04.2025]. Disponible sur : <https://allisrael.com/fr/poursuivant-la-voie-des-maccabees-tsahal-inaugure-la-premiere-brigade-de-combat-ultra-orthodoxe>.

port d'habits de shabbat hors service, une heure quotidienne d'étude de la Torah, et l'utilisation de téléphones « casher » limitant l'accès aux réseaux sociaux.

Ces unités spéciales témoignent des efforts de l'armée israélienne pour concilier les exigences militaires et la préservation des modes de vie ultra-orthodoxes, dans un contexte de pression accrue sur les effectifs liée à la guerre prolongée contre le Hamas à Gaza.

Conclusion

La gestion de ce dossier est cruciale pour l'avenir d'Israël, qui doit concilier respect des traditions religieuses, exigences sécuritaires et impératifs d'intégration sociale dans un contexte de fragilité nationale exacerbée par les conflits régionaux. Cette problématique, au cœur des débats actuels, est emblématique des défis plus larges auxquels Israël est confronté dans la construction d'une identité nationale inclusive et durable.





publication@jeunes-ihedn.org